



DOCUMENTS DE TRAVAIL D'HABITAT III

3 - VILLES PLUS SÛRES

New York, 31 May 2015





DOCUMENT DE TRAVAIL - DES VILLES PLUS SÛRES

MOTS CLÉS

Inclusion, sécurité urbaine et des communautés, urbanisation planifiée, prévention de la délinquance, autorité et responsabilité municipales, gouvernance, intégration sociale, cohésion sociale.

PRINCIPAUX CONCEPTS

Autorité municipale

Dans le cadre des stratégies et politiques nationales, tous les niveaux de gouvernement doivent jouer un rôle moteur pour développer des stratégies efficaces et humaines de prévention de la délinquance et de sécurité de la communauté, mais aussi pour créer et préserver des cadres institutionnels pour leur mise en œuvre et leur révision. Cela implique tant une « direction administrative » des niveaux de gouvernement national et local (ministères, autorités régionales, autorités municipales) que la participation des principales parties prenantes urbaines, et notamment les milieux d'affaires et les communautés dans l'encadrement des efforts progressifs déployés en faveur de la sécurité dans les agglomérations, lorsque les autorités gouvernementales sont peu présentes ou que leur champ d'action et leurs ressources sont limités. Rechercher la sécurité urbaine par une approche coordonnée par les villes implique de réfléchir soigneusement aux structures de gouvernance de la ville, qui peuvent catalyser les actions collectives et collaboratives centrées sur les responsabilités de l'administration, mais également aux possibilités et à la capacité des principaux acteurs - milieux d'affaires et communautés.

Résilience

La résilience se concentre sur la manière dont les individus, les communautés et les entreprises font face aux multiples chocs et contraintes, et créent de nouvelles opportunités de développement . Sur le plan de la résilience au niveau de la ville, la zone urbaine est un système dynamique et complexe, qui doit s'adapter en fonction des différents défis. Favoriser la résilience des communautés locales aux facteurs susceptibles de favoriser la délinquance et la violence est crucial pour réduire les vulnérabilités, les opportunités aux infractions et leur gratification.

Capital social

Le capital social désigne les réseaux sociaux, les relations de confiance et celles entretenues avec les institutions ; la manière dont les individus et/ou communautés intègrent les réseaux sociaux et y participent ainsi que la manière dont cette participation permet de dégager des opportunités d'action individuelle ou collective qui contribuent à la cohésion de la communauté, au renforcement de la solidarité et à l'intégration sociale.

Prévention de la délinquance

La prévention nécessite d'adopter des stratégies et des mesures qui visent à réduire les risques de délinquance, ainsi que leurs effets néfastes potentiels, dont la peur, sur les individus et la société, en intervenant de sorte à influencer ses multiples causes.

Sécurité urbaine

Au-delà de la prévention de la délinquance et de la violence, la sécurité urbaine inclut également la défense des droits individuels, dont l'intégrité physique, sociale et psychologique d'une personne. La sécurité urbaine



à proprement parler est un concept complémentaire à celui de prévention de la délinquance, étant donné qu'il naît de la constatation qu'un développement urbain et une gouvernance locale inadaptés, mais aussi un climat d'exclusion sociale et territoriale, encouragent la délinquance et la violence. Dans cette perspective, la sécurité urbaine implique d'adopter un processus participatif à l'échelle de la ville, pour s'attaquer aux facteurs de risque, et surtout aux facteurs de protection de l'insécurité dans les villes, afin de réunir les conditions nécessaires pour des villes plus durables, plus inclusives, plus cohésives et plus justes (Universidad Alberto Hurtado, 2008).

Innovation

La technologie est un facteur crucial : elle contribue à la sécurité et constitue une plate-forme qui permet aux groupes vulnérables de se faire entendre. L'utilisation de technologies avancées, y compris les médias sociaux, peut permettre d'améliorer la prévention de la délinquance locale, ainsi que les stratégies, politiques et programmes de sécurité communautaires.

FAITS ET CHIFFRES

- Les études empiriques montrent que ce n'est pas la taille des agglomérations urbaines qui favorise les environnements de délinquance mais plutôt la planification, l'aménagement et la gestion médiocre de l'urbanisation (Vanderschueren, 2004).
- La fonctionnalité, la disposition et l'organisation des espaces urbains influencent le niveau de sécurité des populations. Les principes qui régissent la disposition, la fonctionnalité et la gestion (mais aussi la gouvernance) des espaces urbains et qui déterminent la qualité du développement urbain ressemblent beaucoup à ceux qui contribuent à la sécurité de ces espaces, ainsi qu'au sentiment de sécurité des utilisateurs (Politecnico di Milano, 2006).
- L'accès, l'utilisation et la disponibilité de l'espace public, ainsi qu'un transport public sûr pour tous, sont primordiaux pour garantir l'intégration sociale et pour donner naissance à des villes plus sûres. Plusieurs pratiques municipales novatrices en matière de prévention de la délinquance et de sécurité urbaine, en particulier en Amérique latine, se sont servies de l'« appropriation de l'espace public » comme atout pour pacifier les gangs et, en retour, réguler la prolifération des armes de poing mais aussi réduire l'exposition des quartiers à la délinquance et à la violence.
- Le caractère urbain de l'homicide, par exemple, est particulièrement évident en Amérique centrale, dans les Caraïbes et dans une grande partie de l'Afrique. Les villes de plus de 50 000 habitants enregistrent en effet un nombre disproportionné d'homicides dans certains pays d'Amérique centrale. (ONUDC, 2014). Les études montrent que, dans les pays en voie de développement et en transition, un large pourcentage d'habitants des villes ont été victimes d'un délit sur une durée de cinq ans, et ces taux de victimisation atteignent même 70 % dans certaines zones de l'Amérique latine, des Caraïbes et de l'Afrique (ONU-Habitat, 2007).
- Dans toutes les régions du monde, il est prouvé que la plupart des délinquants, qu'il s'agisse de crime organisé, de gangs ou de délinquance urbaine, sont les jeunes hommes. Dans le monde, quelque 70 % des victimes d'homicide sont des hommes, dont la plupart sont jeunes et dans la tranche d'âge des 15 – 25 ans, à l'instar des auteurs.¹
- Les conclusions de l'initiative internationale d'ONU Femmes pour des villes sûres indiquent que le harcèlement sexuel et les autres formes de violence sexuelle dans les espaces publics sont le quotidien des femmes et des filles du monde entier — aussi bien en zone urbaine que rurale, et dans les pays développés comme dans ceux en développement.

¹ ONUDC (2011) Global Study on Homicide, p.11.



- Les meurtres violents perpétrés dans le monde impliquent l'utilisation d'armes à feu. Chaque année, ces armes sont responsables de la mort de près de 200 000 êtres humains. La majorité de cette violence armée se déroule en milieu urbain ; plus des deux tiers des victimes de ce genre de violence habitent dans des pays qui ne sont pas touchés par un conflit armé.²
- Les recherches révèlent que les inégalités (ONU-Habitat, 2015), le manque de contrôle institutionnel et social ainsi que l'exclusion sociale (et pas la pauvreté³) sont les causes sous-jacentes de la délinquance et de la violence dans les villes.
- Dans le monde entier, des États reconnaissent l'importance de la coopération et des partenariats avec les organisations communautaires, les organisations non gouvernementales, les professionnels et les particuliers pour améliorer la sûreté et la sécurité, y compris au niveau local.⁴ De même, des États ont initié des processus d'aménagement urbain participatifs, qui misent sur la contribution des particuliers pour améliorer la sécurité des espaces verts et des rues des villes.
- La coordination des actions gouvernementales menées au niveau local et national est essentielle pour prévenir la délinquance et assurer la sécurité de la communauté de manière efficace, car elle permet notamment de traiter les liens réciproques entre crime organisé transnational, délinquance locale, violence et insécurité.
- Les données en matière de délinquance et de violence établies au niveau sous-national peuvent permettre de prioriser les interventions et de mettre en évidence les objectifs pour lesquels les programmes et l'assistance sont susceptibles d'être les plus efficaces. En effet, les politiques menées par les administrations locales constituent les meilleurs exemples de lutte réussie pour la prévention de la délinquance et de la violence au niveau local.⁵

PROBLÉMATIQUE

Connaissances actuelles

- Au niveau international, la question est de plus en plus reconnue, y compris dans le contexte de l'Agenda de développement post-2015, et il est désormais connu que les villes et sociétés inclusives, sûres et résilientes sont une pierre angulaire pour le développement durable, et l'une de ses principales manifestations⁶ La majorité des populations les plus pauvres du monde habitent dans des villes gravement touchées par la délinquance et la violence, et largement dans un contexte d'insécurité foncière, de réseaux d'assistance sociale médiocres et de régions exposées aux catastrophes d'origine humaine et naturelle – ce qui représente plus d'1,5 milliard de personnes (CRDI, 2012). Le Rapport mondial sur les établissements humains, qui se concentrait sur la question de l'amélioration de la sécurité et de la sûreté en ville, a donné un premier aperçu international de l'état de la sécurité urbaine et a permis de mettre en évidence le besoin d'adopter une approche multidimensionnelle à la sécurité urbaine. Depuis, plusieurs rapports internationaux, axés vers la dimension urbaine de la délinquance et de la violence, ont été rédigés. Depuis 2011, les États-membres accrédités par les organes directeurs d'ONU-Habitat et de l'ONUDC ont demandé à ce que l'équipe chargée de préparer les lignes directrices de l'ONU pour des villes plus sûres tienne compte de l'intégration des questions de prévention de la délinquance, de création des conditions de

² Global Burden of Armed Violence, 2015, UNODA Occasional Paper 25, The Gun--Free Zone – a tool to prevent and reduce armed violence 2013

³ Crime Victim Surveys such as conducted in Nairobi (2001), Dares Salaam (2000), and Johannesburg (1997) show that on the contrary, crime impacts most on the urban poor

⁴ See for example, the 13th UN Congress on Crime Prevention and Criminal Justice, Draft Report on Agenda Item 6, 'National approaches to public participation in strengthening crime prevention and criminal justice' (A/CONF.222/L.2/Add.5)

⁵ see IDB 2012, ICPC 2001)

⁶ This is for example reflected in the Outcome Document of the Open Working Group on Sustainable Development with proposed goals to –“Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable” as well as a goal to “Promote peaceful and inclusive societies for sustainable development, provide access to justice for all and build effective, accountable and inclusive institutions at all levels.



sécurité urbaine et d'amélioration de la cohésion sociale, en tant que priorités dans les politiques d'aménagement, de gestion et de gouvernance urbaine durable, mais aussi des orientations pour la coopération et l'assistance technique existantes dans le domaine de la prévention de la délinquance urbaine.

- Lorsque les villes sont bien planifiées, elles sont un moteur de croissance et de prospérité économiques, elles permettent d'accéder à des services et contiennent de nombreux cadres institutionnels qui génèrent du capital social et de nouvelles identités urbaines, à même d'améliorer l'intégration et la cohésion sociales et de contribuer à la prévention de la délinquance et de la violence dans les villes. Au contraire, pour beaucoup de villes du monde en développement, l'urbanisation planifiée de façon médiocre contribue à renforcer les inégalités dans les villes. Ces inégalités se traduisent par la grogne sociale, la méfiance envers les institutions et les règles démocratiques, l'agitation sociale, le conflit, la délinquance et la violence. La ville une fois construite, ces inégalités sont criantes et rendues concrètes par des schémas de ségrégation urbaine qui creusent la distance physique et symbolique entre les citoyens, provoquant même dans certains cas la privatisation progressive de la sécurité, mais aussi l'émergence du communautarisme et des ghettos. Le modèle d'expansion horizontale et centrifuge de la croissance de nos villes est l'expression claire des schémas d'exclusion sociale et économique, qui doivent être inversés par de solides pratiques politiques, pour réorganiser le développement social autour de la cohésion sociale, de la sécurité et de la durabilité.
- Des stratégies de sécurité et de prévention de la délinquance urbaines exhaustives, intégrées, communautaires, déployées à l'échelle de la ville et bien planifiées préviennent non seulement la délinquance et la victimisation, mais contribuent aussi au développement urbain durable. Toutefois, le revers de la médaille est que la durabilité urbaine n'est possible et ne peut être préservée que dans un contexte de sécurité urbaine efficace (Vanderschueren, 2004). Les activités de prévention de la délinquance et celles liées à la sécurité urbaine, y compris au niveau local, sont déployées selon plusieurs approches, dont la promotion du bien-être des populations par l'intermédiaire de mesures sociales, économiques, ainsi qu'à la santé et à l'éducation ; la réhabilitation des quartiers qui sont le nid de la délinquance, au moyen de l'aménagement urbain et de l'urbanisme ; la réduction des opportunités de délinquance, le renforcement du risque d'être arrêté et la prévention des récidives, par la participation à la réinsertion sociale des délinquants.⁷ D'un côté, celui de la valeur des quartiers en tant qu'espaces et lieux favorisant l'identification, le sentiment d'appartenance et la socialisation des individus, des familles, des écoles et des communautés. De l'autre, la valeur d'une approche municipale holistique face à la délinquance, à la violence et à l'insécurité, qui couvre l'intégralité du territoire placé sous la compétence de l'administration locale. Grâce à cette vision systémique, les municipalités ont pu planifier l'intégration sociale et connecter les zones vulnérables à celles qui disposent des meilleures opportunités et ressources pour permettre la cohésion territoriale à l'échelle de la ville.
- Bien que le lien entre développement socio-économique et violence soit complexe, les données disponibles suggèrent que la criminalité violente est souvent enracinée dans des contextes d'inégalité, de marginalisation sociale, de faiblesse de l'État de droit et d'injustice. Pour rompre le cercle vicieux entre violence et sous-développement, une meilleure compréhension des dynamiques en jeu est nécessaire. Les stratégies, politiques et programmes liés

⁷ The 2002 UN Guidelines on the Prevention of Crime emphasise the role of governments at all levels in facilitating sustainable planned comprehensive crime prevention policies, and outline four main approaches: crime prevention through social development; community, or locally--based crime prevention; situational crime prevention; and reintegration programmes. They establish eight basic principles—government leadership, social--economic development and inclusion, cooperation/partnerships, sustainability/accountability, knowledge base, human rights/culture of lawfulness, interdependency and differentiation. Moreover, the ECOSOC 1995 Guidelines for Cooperation and Technical Assistance in the Field of Urban Crime Prevention outlined that integrated crime prevention action plans should: 1) define the nature and types of crime problems; 2) consider involving a range of actors; 3) consider factors such as education, employment, housing, health, drug and alcohol abuse, and access to social services; 4) providing action at various levels, including primary prevention, prevention of recidivism, the protection of victims.



à la sécurité urbaine et à la prévention de la délinquance devraient donc reposer sur une base de connaissances élargie et pluridisciplinaire des causes de la délinquance et de la victimisation dans une zone donnée, ainsi que sur des pratiques prometteuses et éprouvées pour les corriger. Les méthodes de collecte et d'utilisation des informations importantes sur la délinquance et la violence au niveau des administrations locales évoluent, et de nombreux guides et outils d'assistance à l'élaboration de stratégies efficaces de prévention de la délinquance et de la violence pour produire des biens sociaux et favoriser le changement social existent désormais (CIPC, 2014). L'évaluation de la délinquance dépend moins des seuls dossiers de la police et est étayée par des enquêtes menées sur des échantillons de population, concernant leurs expériences en tant que victimes (GCOCP, 2014), et sur des audits de sécurité locaux, qui permettent d'augmenter la participation du public à la définition des politiques et actions locales de prévention de la délinquance et favorables à la sécurité. De même, l'utilisation de la technologie pour promouvoir la planification et la gouvernance collaboratives de la sécurité doit être envisagée pour collecter des informations utiles au développement d'un plan de sécurité urbaine complet.

- Outre les effets de la délinquance, de la violence et de l'insécurité, il convient de tenir compte du sentiment de sécurité et de la peur de la délinquance, de la violence et de l'insécurité. Lorsque les populations se sentent menacées, elles modifient leur comportement et, en conséquence, la manière dont elles interagissent avec la ville. Cela est particulièrement le cas pour les femmes, qui ont plus de risques d'être victimes de certains types d'infractions, tels le viol et le harcèlement sexuel. Les femmes sont aussi plus exposées aux vols avec violence. Par conséquent, à l'échelle internationale, les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes dans les grandes villes ; et plus la ville est grande, plus cette différence est marquée. De plus, le sentiment de sécurité que dégage un lieu a une incidence sur le développement économique et les perspectives de marché au niveau local.

Politique

- **Les stratégies et les politiques de prévention de la délinquance et favorables à la sécurité qui ne s'articulent pas autour d'une approche de gouvernance coordonnée à plusieurs niveaux ont produit des actions et des résultats uniquement à court terme et non durables.** Pour garantir la durabilité des actions de prévention de la délinquance et de celles liées à la sécurité en ville menées au niveau local, les stratégies correspondantes doivent être développées dans le cadre de politiques urbaines nationales, qui complètent les stratégies nationales en matière de prévention de la délinquance⁸. Cela nécessite que tous les niveaux d'administration jouent un rôle moteur pour développer des stratégies efficaces et humaines de prévention de la délinquance et de promotion de la sécurité en ville, mais aussi pour créer et préserver des cadres institutionnels pour leur mise en œuvre et leur révision. La coopération/les partenariats devraient faire partie intégrante de pratiques efficaces de prévention de la délinquance et de promotion de la sécurité en ville, du fait de la grande diversité des causes de la délinquance et des compétences et responsabilités nécessaires pour les traiter. Cela inclut les partenariats entre ministères et entre autorités, organisations communautaires, organisations non gouvernementales, professionnels et particuliers. De même, les considérations de sécurité devraient être intégrées aux politiques et programmes sociaux et économiques correspondants, et notamment à ceux qui concernent le logement et l'aménagement urbain, l'emploi, l'éducation, la santé, la pauvreté ainsi que la marginalisation et l'exclusion sociales. Un accent particulier doit être placé sur les communautés, sur les familles, sur les enfants et sur les jeunes exposés aux risques.
- L'existence d'une gestion municipale forte demandée par les principaux acteurs professionnels est un facteur de plus en plus au centre de la sécurité des villes : les organisations de leadership commercial

⁸ Tanzania, Kenya and South Africa are illustrative examples of the development of such national urban policy frameworks with safer cities guidelines



(OLC) et les coalitions gouvernement-entreprise représentent un enjeu grandissant pour l'aménagement urbain stratégique et les principales initiatives de développement urbain, partout dans le monde. Un effort orchestré par l'ONU pour la coproduction de la sécurité pour tous devrait permettre de tirer profit de ce potentiel, et de procéder à un examen correct de l'incidence non gouvernementale croissante des prestataires de sécurité, de technologie, de services et d'infrastructure dans les villes.

- La plupart des délinquants urbains étant jeunes et de sexe masculin, il est crucial que les interventions de l'administration locale liées à la sécurité se concentrent sur les jeunes, en particulier en ce qui concerne l'éducation, la direction et la formation, mais aussi pour renforcer le capital social des jeunes qui vivent dans les communautés les plus vulnérables, en leur proposant d'autres moyens de subsistance que la drogue et l'appartenance à un gang ; mais aussi en exploitant les énergies transformatrices positives (et les capacités d'apprentissage des enfants et des jeunes, qui pourraient devenir des agents du changement. De même, les stratégies nationales de sécurité complémentaires doivent tenir compte de la réalité sociale et économique de la population, en particulier dans les pays où la majorité des populations vivent et travaillent dans des contextes informels, et veiller à ne pas criminaliser la pauvreté.



Illustration 2 : approche type des politiques municipales pour des villes plus sûres⁹ :

Source : Boîte à outils ONU-Habitat Pour des villes plus sûres, 2005



Engagement

- **Un accent plus marqué sur la sécurité comme bien public renforce le besoin en collaboration et en partenariats entre secteurs traditionnels et non traditionnels pour la sécurité et le développement urbain.** Une approche à base large vers la recherche d'un consensus sur la question de la sécurité urbaine permet d'établir des coalitions et partenariats locaux, ancrés dans la **coproduction de conditions de sécurité pour tous**. Les autorités locales ont un rôle important à jouer pour faciliter ces partenariats, alors que les gouvernements centraux fournissent les ressources, donnant ainsi naissance au cadre politique propice nécessaire (ONU-Habitat, 2007). Au début de toute approche vers des villes plus sûres, il est crucial de dresser une carte des parties prenantes locales. Alors que les gouvernements restent les principaux responsables de la sécurité de leurs citoyens, la mise en œuvre de stratégies efficaces de sécurité et de sûreté, en particulier au niveau local, ne peut que profiter d'une coordination plus étroite avec le secteur privé et la société civile. Toutefois, cela implique de faire correspondre les intérêts du secteur privé à ceux du secteur public, et c'est cet engagement, ainsi que l'adoption de lignes directrices et de mécanismes, qui rend cette forme de partenariat possible et efficace.
- De nombreuses villes, en particulier dans un contexte de forte délinquance, sont parvenues à endiguer la délinquance, la violence et l'insécurité urbaine en saisissant l'opportunité de créer de nouveaux créneaux d'engagement citoyen. L'ingrédient clé mis en évidence dans les expériences réussies est qu'une bonne gouvernance et une ville sûre sont réciproques : lorsque les habitants vivent sans crainte, et que la sécurité est améliorée pour les habitants et les quartiers, les interactions deviennent possibles entre personnes, groupes et institutions publiques. Des pratiques prometteuses de sécurité urbaine ont ouvert des opportunités participatives de partage des solutions urbaines – particulièrement attentives aux questions telles que les jeunes exposés au risque, les zones sans armes, la violence sexiste dans les espaces publics et les zones urbaines exposées aux gangs¹⁰.
- De la même manière, les avantages potentiels du réseautage par-delà les frontières nationales sont démontrés aujourd'hui par une large diversité de réseaux de villes et d'activités liées à la diplomatie des villes : grâce à des connexions de plus en plus nombreuses entre partenaires situés dans des contextes géographiques très différents et à une longue tradition de collaboration nationale entre municipalités, cette gouvernance interconnectée présente des avantages critiques pour relever les défis de la sécurité urbaine, qui dépassent les limitations locales et le retard des programmes nationaux, mais aussi dans le contexte de ressources limitées. Ainsi, s'engager vers la diplomatie urbaine pour la sécurité des villes implique de tirer profit du « pouvoir d'interconnexion » des villes, à l'ère de la mondialisation.

Opérations

- Ces vingt dernières années, le financement de la coopération technique pour des villes plus sûres a augmenté, pour satisfaire la demande grandissante en politiques de sécurité décentralisées et en renforcement du rôle et des capacités des administrations locales, afin de coordonner les stratégies de sécurité et de prévention de la délinquance. Néanmoins, en dépit des avancées constatées ces vingt dernières années, depuis Habitat II, les villes sont encore loin d'atteindre le niveau d'attention – et de ressource – que les gouvernements nationaux accordent aux stratégies de prévention de la délinquance urbaine menées par les municipalités, et l'attention et les ressources accordées aux autres opérations de justice pénale concernant la délinquance et la violence.

9 This corresponds with the 2002 UN guidelines on the prevention of crime which refers to the following approaches: Social development, including promoting protective factors through social and economic development programs (health, education, housing, urban planning) and redress marginalization and exclusion and promote positive conflict resolution; Situational crime prevention, including environmental design, surveillance, target hardening; Prevention of organized crime by addressing links with local crime (reduce participation of criminals in lawful markets, prevent misuse of tenders, protect marginalized/vulnerable groups)

10 The city of New York is a much cited example. There, some notoriously criminal neighborhoods – Harlem, for instance – were transformed during the 1990s into safe places and simultaneously showed very favorable economic development. Likewise, in the City of Durban, the Safer Durban Warwick Junction was transformed integrating low income women's trades into the urban regeneration of the market space within an integrated area development frame – transforming a high crime hot spot into a safe space for women and girls, and therefore for all citizens.



- Les nouvelles technologies de communication, comme les médias sociaux, peuvent être utiles pour permettre aux acteurs du gouvernement d'améliorer l'efficacité des politiques et stratégies de prévention de la délinquance, en particulier en faisant appliquer des lois visant à faciliter le partage d'informations et à sensibiliser en matière de délinquance et de violence.

LEVIERS D'ACTION

- Autonomisation et participation des citoyens : la participation concrète des communautés et autres parties prenantes, y compris du secteur privé, est cruciale pour développer et mettre en œuvre des politiques et des lois efficaces et inclusives pour améliorer la sécurité et la sûreté dans les villes. La planification basée sur les preuves, et les approches participatives en matière de prévention de la délinquance et de sécurité de la communauté sont importantes pour la sécurité pour tous. La prévention de la délinquance urbaine, ainsi que les politiques et programmes en matière de sécurité, ne peuvent être efficaces que lorsque les communautés sont consultées, que les interventions se basent sur les preuves et qu'elles sont adaptées aux besoins et aux vulnérabilités spécifiques des principales populations. Le rôle que jouent les jeunes et les femmes dans la sécurité urbaine est crucial.
- **Gouvernance multisectorielle et à plusieurs niveaux** : pour traiter la large gamme de causes de la délinquance et de la violence, il est nécessaire de coordonner les autorités des niveaux national et local, ainsi que les différents secteurs de la gouvernance, dont l'éducation, le logement et l'aménagement urbain, le développement économique, la justice, etc. La même chose est valable pour relever les défis urbains, en rassemblant les principales parties prenantes autour d'un ordre du jour sur la ville et pour la ville, qui vise à renouveler le partenariat entre le gouvernement (local et national) et les acteurs privés (communauté et entreprises). Les dirigeants des villes, tels les maires et leurs pairs, ont une responsabilité clé dans l'intensification de la gestion à des fins de sécurité urbaine, et peuvent faire office de catalyseurs pour les efforts généralisés et menés à plusieurs niveaux.
- **L'aménagement urbain et l'urbanisme au service de l'intégration sociale** : redynamiser l'urbanisme en créant des espaces publics adaptés (y compris les rues), vecteurs d'intégration de tous les genres et âges, qui permettent aux populations de se rencontrer, et qui constituent donc de véritables sites d'interaction et d'échange sociaux, mais aussi des paysages de vitalité économique, en particulier pour les populations pauvres et pour la construction du civisme et d'un cadre de cohésion sociale et territoriale, ainsi que pour la coproduction de la sécurité pour tous.
- **Financement novateur pour renforcer la sécurité par la réhabilitation des taudis** : traiter les effets de la délinquance sur les citoyens pauvres, par l'intermédiaire d'investissements sociaux et culturels proactifs, qui utilisent la notion d'urbanisme social pour prévenir la délinquance, ainsi que d'une approche de financement novatrice, qui intègre tant la réhabilitation et la planification urbaines que des initiatives sociales et économiques, pour réduire les inégalités.
- **États de droit et droits de l'homme : en ce qui concerne le façonnage d'une gouvernance correcte, tant la confiance en l'État de droit qu'un environnement favorable sont primordiaux pour encourager les investissements à long terme.** La promotion de règles et réglementations inclusives, qui respectent les normes internationales en matière de droits de l'homme et adaptées aux capacités collectives de mise en œuvre de la gouvernance, tant législatives qu'institutionnelles, pourrait façonner la culture et la convivialité d'« espaces publics sûrs, inclusifs et connectés » et renforcer le « droit à la ville pour tous », pour intégrer les communautés vulnérables comme les pauvres, les migrants, les femmes et les enfants, ainsi que les personnes porteuses de handicap, qui participent ensemble à la coproduction de la sécurité pour tous. L'instauration d'un cadre légal, opérationnel et clair permettrait de réglementer la coopération public/privé et l'engagement de la société civile et, plus largement, de rendre les politiques sécuritaires plus inclusives et à même de traiter un large éventail de défis et de menaces.



PLATEFORMES ET PROJETS

- The Global Network on Safer Cities (GNSC)/ UN-Habitat Safer Cities Programme www.unhabitat.org/safercities
- Initiative pour des villes sûres et inclusives – CRDI http://www.idrc.ca/FR/Programs/Social_and_Economic_Policy/saic/Pages/default.aspx
- Outil de formation en ligne de la Banque mondiale sur la prévention de la délinquance urbaine <http://einstitution.worldbank.org/ei/course/urban-crime-and-violence-prevention>
- ONU-Femmes Initiative internationale pour des villes sûres <http://www.unwomen.org/fr/what-we-do/ending-violence-against-women/creating-safe-public-spaces>
- Plan International – Adolescent Girls Creating Safer Cities <https://plan-international.org/girls/pdfs/adolescent-girls-safer-cities.pdf>

Outils techniques existants

- Lignes directrices de l'UNODA sur les zones municipales sans armes
- ONU-Habitat Boîte à outils Pour des villes plus sûres ; manuels régionaux sur la prévention locale de la délinquance ; délinquance des jeunes et vulnérabilité des quartiers ; renforcer la sécurité en réhabilitant les taudis ; des villes plus sûres pour les femmes
- ONUDC/ONU-HABITAT Outil d'évaluation de la prévention de la délinquance et Manuel du maintien de l'ordre en espace urbain ;
- ONUDC Manuel de formation sur les enquêtes de victimisation ; le maintien de l'ordre dans l'espace urbain
- ONUDC Boîte à outils d'évaluation de la justice pénale
- ONUDC Lignes directrices sur la prévention de la délinquance – les faire fonctionner ;
- ONUDC/ECE Manuel sur les notes d'orientation de l'OCDE (avec la contribution d'ONUDC) en matière de prévention et de réduction de la violence armée en zone urbaine, réduction de la participation des jeunes à la violence armée ;
- ONU-Femmes Boîte à outils pour des villes sûres
- Banque mondiale Outil de formation en ligne sur la prévention de la délinquance urbaine
- IDB Manuel de sécurité des citoyens
- PNUD Lignes directrices en matière de sécurité de la communauté et de cohésion sociale
- Manuel d'assistance à l'établissement de partenariats public/privé pour la protection des cibles vulnérables – UNICRI, 2010
- Modèle de planification de la sécurité IPO – UNICRI, 2007

Références

- DFAIT. (2006). Human Security for an Urban Century.
- Dowdney, L. (2004). Neither War Nor Peace: International Comparisons of Children and Youth in Organised Armed Violence. Rio de Janeiro.
- GCOCF. (2014). International Perspectives of Crime Prevention 6, p.25.
- CIPC. (2014). Quatrième rapport mondial sur la prévention du crime et la sécurité de proximité. Trends and Perspectives. Montreal: International Centre for the Prevention of Crime.
- IDRC. (2012). Researching the Urban Dilemma.
- Politecnico di Milano. (2006). Planning Urban Design and Management for Crime Prevention Handbook.
- Rodgers, D. (2003). Dying for It: Gangs, Violence and Social Change in Urban Nicaragua,”. Crisis States Programme Working Paper 1.
- Small Arms Survey. (2007).



Small Arms Survey. (2015). Global Burden of Armed Violence .
ONU-Habitat. (2007). Rapport mondial sur les établissements humains.
ONU-Habitat. (2015). Construction de villes plus équitables : politiques publiques d'inclusion en Amérique latine.
Universidad Alberto Hurtado. (2008). Manual for the Prevention of Urban Crime and Violence in Latin America. Santiago.
ONUDC. (2013). Accounting for Security and Justice in the Post-2015 Development Agenda.
ONUDC. (2014). Global Study on Homicide.
Vanderschueren, F. (2004). Prevention of Urban Crime. Nairobi: UN-Habitat.
OMS. (1996 (4)). Consultation internationale de l'OMS sur la violence et la santé

Les Documents de Travail d'Habitat III ont été rédigés par l'Équipe de Travail des Nations Unies, un groupe constitué d'agences et programmes de l'ONU contribuant conjointement à l'élaboration du Nouveau Programme pour les villes. Les Documents de Travail furent finalisés lors d'ateliers dédiés à l'Équipe de Travail de l'ONU qui ont eu lieu à New York du 26 au 29 Mai 2015.

Le présent document de travail a été élaboré avec la contribution de l'ONU-Habitat, de l'OMS, de l'UNICEF, de l'UNICRI, d'ONU Femmes, d'UNODA, de l'ONUDC, de l'UNU et de la Banque mondiale.

La traduction des Documents de Travail en Français a été facilitée par le Gouvernement Français.